

**Liberté**

**LIBERTÉ**  
ART & POLITIQUE

## **Des chiffres et des lettres**

# La « crise » du monde de l'édition en sciences sociales au Québec

Jean-Philippe Warren

Volume 48, Number 1 (271), February 2006

Montréal : capitale mondiale du livre?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60751ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Warren, J.-P. (2006). Des chiffres et des lettres : la « crise » du monde de l'édition en sciences sociales au Québec. *Liberté*, 48(1), 50–61.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## **Des chiffres et des lettres**

### **La «crise» du monde de l'édition en sciences sociales au Québec**

**Jean-Philippe Warren**

Le monde québécois de l'édition est en crise. Dans l'esprit de tous ceux qui se piquent d'en être, la chose est entendue, reconnue, classée. Chaque semaine qui passe amène son lot de hauts cris sur les malheurs et les déboires de la culture livresque dans la province: voyez ces ouvrages savants qui ne trouvent plus preneurs, ces romans sulfureux ou austères que les médias de masse censurent, ces auteurs de génie que les *hit-parades* de la presse à grand tirage et les *coups de cœur* des librairies à grande surface abandonnent à l'oubli. Les Québécois ne lisent plus, ou s'ils lisent encore, ils lisent mal. Du Forum sur l'industrie du livre au Comité sur les pratiques commerciales dans le domaine du livre, en passant par le Sommet sur la lecture et le livre et le Groupe de travail sur la consolidation et la rentabilité des librairies, le constat est unanime: il y a quelque chose de pourri au Royaume du Québec.

La maladie étant avérée, les symptômes semblent aussi inquiétants que visibles, il reste à identifier les causes de l'état moribond en se livrant à la surenchère. Rarement meurtre aura-t-il appelé tant de coupables! C'est ainsi que les jeunes se retrouvent au banc des accusés, aussi bien que la culture de masse, les pratiques de *photoco-pillage*, les bibliothèques, la défaite de l'humanisme, la télévision, Internet, l'abondance d'éditeurs, le manque de distributeurs, les jeux vidéo, la médiocrité des nouveaux auteurs, une carence d'oméga-3 ou Ben Laden. On s'en donne à qui mieux mieux, avec d'autant plus de cœur, sinon de grandiloquence, que les données concrètes sont rares et prêtes, par leur partialité et leur généralité, à une multitude d'interprétations possibles. À travers

le peu de renseignements disponibles, le préjugé trouvera toujours, pour ainsi dire, chaussure à son pied. On passera ainsi des hypothèses les plus globales (la fin des idéologies et le dénivellement de la culture nationale) aux explications les plus techniques et circonscrites (le prêt bibliothécaire et la disparition des collègues classiques) pour tenter de comprendre la disparition de l'*objet-livre*, sans trop se soucier des relations objectives entre les divers phénomènes évoqués.

On pourra douter de cet avachissement littéraire des Québécois en constatant, d'abord, que la véhémence dénonciation dont il est l'objet fait les choux gras des éditeurs et des auteurs. Ni les maisons d'édition, ni les librairies ne peuvent se satisfaire de la situation présente, quelle qu'elle soit, puisque ces entreprises tendent vers la réalisation d'un profit toujours plus grand. Quant aux auteurs, ils ont intérêt à colporter l'impression de crise puisqu'ils aspirent tous, non pas, peut-être, à la gloire littéraire, mais certainement à une diffusion aussi large que possible de leur œuvre, tant il est vrai que leur appel au développement de la lecture, selon l'heureux aphorisme de Pierre Bourdieu, est un encouragement à peine camouflé à ce qu'on les lise. Ensuite, on constatera que cette crise de l'édition québécoise est généralisée à l'échelle des pays occidentaux. Les intellectuels français, par exemple, ont depuis déjà longtemps apostrophé leur gouvernement afin qu'il remédie, par des moyens vigoureux, à ce déclin inquiétant du monde de l'édition. « C'est, déclarait avec pompes l'historien Pierre Nora en 1997, la civilisation de la lecture qui est atteinte<sup>1</sup> ». Autant dire, pour lever le pléonasme, que, pour Nora, c'est la civilisation tout court qui est atteinte.

Cette crise affecte également, du moins on le répète sur toutes les tribunes, les sciences humaines et sociales. Ici, les responsables de la crise sont moins nombreux, et pour cause : il n'y a au fond

---

<sup>1</sup> Cité par Sophie Barluet, *Édition de sciences humaines et sociales : le cœur en danger*, Paris, PUF, 2004, p. 34.

que deux acteurs en présence, les étudiants et les professeurs. Du côté des lecteurs, on blâme leur apathie, leur manque de curiosité intellectuelle, leur peu de goût pour le butinage en librairie, et on s'empresse de faire contraster ces attitudes fautives avec celles qui prévalaient il y a trente ans, lors de la Révolution tranquille, quand les jeunes universitaires s'arrachaient les dernières parutions de Michel Foucault ou de Claude Lévi-Strauss. Du côté des auteurs, on dénonce la facilité avec laquelle ceux-ci cèdent à la spécialisation à outrance et adoptent un style d'écriture ésotérique et ennuyeux, obéissant à un nouvel esprit de la recherche savante qui détonne avec celui des années 1960 et 1970, alors que les professeurs cherchaient davantage à communiquer leurs travaux au grand public dans un langage simple et limpide. Résultats de l'apathie des étudiants et du *jargonage* des professeurs : on ne sait plus ni lire ni écrire. Comment mieux expliquer le déclin des ventes des ouvrages en sciences sociales ? Les auteurs baragouinent un mauvais français, alors que les lecteurs, qui ont le nez collé toute la journée sur l'écran cathodique, devenus paresseux à force de consulter des manuels, incapables de désintéressement et de curiosité véritables, consomment les livres comme leurs repas surgelés : selon des critères exclusifs de rapidité et d'utilité.

Ah ! qu'il était beau, qu'il était bon l'âge d'or des années tranquilles ! Ah ! qu'elle était douce, qu'elle était tendre cette période de l'édition où Fernand Dumont et Marcel Rioux vendaient les fruits de leurs dernières réflexions à des dizaines de milliers d'exemplaires ! C'était la belle époque où les universitaires croyaient au pouvoir des idées de changer le monde, où ils se passionnaient pour une compréhension globale et synthétique des rapports sociaux et où régnait l'interdisciplinarité des savoirs !

C'est en s'inspirant de cet âge d'or que des jeunes auteurs ont récemment voulu renouer avec la visée globale et critique, sinon humaniste, des sciences sociales. Refusant les jeux artificiels de

l'académie et les jargons trop spécialisés, quoique sans rompre avec l'idéal de scientificité de leur discipline, ils ont voulu faire se rejoindre à nouveau engagement citoyen et travaux savants :

Ce souci de préserver un esprit civique et de réhabiliter un certain idéalisme dans l'interprétation historique n'invalide en rien l'exigence de rigueur [...]. Mais [les jeunes auteurs en sciences sociales] tournent en dérision l'attachement ostentatoire et fétichiste de plusieurs révisionnistes en un dogme scientiste qui confond l'objectivité avec un ultra-empirisme statistique<sup>2</sup>.

Cette affirmation, soulignons-le, ne manque pas de piquant : à moins de soupçonner l'auteur d'ironie, il est permis de douter de l'accessibilité d'une telle prose à tous les badauds et dilettantes ! L'intention est là, néanmoins, et elle est claire. Il s'agit de renouer le lien qui faisait jadis de tout individu un lecteur potentiel des praticiens des sciences sociales.

On se méfiera de ce genre de propos à saveur décadente à suivre la carrière de Gérard Bouchard, un historien québécois de grande réputation qui, après la publication de plusieurs ouvrages érudits, a récemment voulu produire des livres moins pointus (dont, d'ailleurs, deux romans), livres qui lui ont ouvert les portes des émissions radiophoniques et télévisées où il a pu, heureux homme, vulgariser à loisir ses idées sur le passé et l'avenir de la société québécoise. La corporation historique lui est tombée dessus avec la force d'un gorille de six cents livres ! On a ainsi pu lire, sous la plume de ses collègues, des répliques cinglantes, lesquelles s'empressaient d'associer le probable succès des ventes à un style peu critique et à une structure argumentative assez lâche. La plupart des comptes rendus ressemblent à des condensés des thèmes qui, dans l'esprit des universitaires, opposent essais de vulgarisation et ouvrages érudits : les essais,

<sup>2</sup> Stéphane Kelly, « Introduction », dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, PUL, 2003, p. 5.

légers, superficiels et vides, sont destinés à être goûtés seulement par ce large public, un peu insignifiant et très largement ignare, pour qui le ciselé de la phrase est plus digne d'intérêt que le poids des idées.

Il y a donc une résistance opiniâtre de la part de la corporation des chercheurs en sciences sociales à ne pas mettre en pratique le discours qui, pourtant, fait de la *surspécialisation* le bouc émissaire de la crise de l'édition savante. D'un côté, un appel à davantage de vulgarisation. De l'autre, la condamnation féroce de quiconque se livre à ce genre mineur. Gare à celle ou à celui qui croit sur parole la corporation des universitaires lorsqu'elle critique les vices de l'ésotérisme !

Cet apparent paradoxe entre le discours et la pratique devrait nous mettre sur la bonne voie. Cessons donc d'avalier sans critique les propos largement intéressés des acteurs et regardons de plus près les chiffres des tirages au Québec. Diantre ! Quoi ? Surprise ! Depuis 1972, le nombre d'exemplaires produits par habitant est demeuré étonnamment stable (soit entre 1 et 2), et la moyenne depuis 2000 est légèrement supérieure à la moyenne des années 1970 (1,4 versus 1,1). Une seule tendance lourde se dessine : alors que les titres augmentent (de près de 2 000 en 1972 à 6 000 en 2002), les tirages diminuent presque proportionnellement (4 000 en 1972 à 1 700 en 2002). Même si on tient compte de la croissance démographique, la moyenne des titres par 100 000 habitants a fait un bon prodigieux, passant, en trente ans, de 31 à 81. Un autre phénomène moins connu a aussi affecté le monde de l'édition québécoise : les publications gouvernementales ont commencé à stagner à partir du milieu des années 1980, ce qui signifie qu'elles représentent une part de plus en plus négligeable du marché (elles ont surtout décliné à partir de 1993, ce qui est sans doute dû à l'utilisation plus extensive du Web<sup>3</sup>), ce qui a eu

---

<sup>3</sup> Benoît Allaire, « L'évolution de l'offre de livres québécois, 1971-2002 », *État des lieux du livre et des bibliothèques*, Montréal, Institut de la statistique du Québec, chapitre 6.

pour résultat d'affecter à la baisse le chiffre d'affaires global du milieu québécois de l'édition.

Or, en ce qui a trait aux sciences sociales, la même tendance se dessine, avec une augmentation importante des titres de 1986 à 2002 (période pour laquelle nous avons des chiffres fiables par discipline<sup>4</sup>). Le nombre de titres par année pour la catégorie « sciences sociales » passe, pour ces années, de 259 à 389 (pour la sociologie, par exemple, le bond est de 82 à 201). Le nombre total d'exemplaires publiés par année pour la catégorie « sciences sociales » passe, quant à lui, de 750 023 à 960 509, ce qui représente une augmentation de près de la moitié. À l'évidence, il faut mettre en corrélation ces chiffres avec la progression soutenue des inscriptions en sciences sociales au Québec. L'augmentation, en chiffres absolus, du nombre d'exemplaires sortis des presses peut être un effet mécanique de la démocratisation de l'accès à l'université, et non pas traduire une montée en popularité des sciences sociales<sup>5</sup>. Cependant, même en relativisant le nombre d'exemplaires publiés avec l'évolution du corps étudiant en sciences sociales, nous arrivons à la conclusion, non pas du déclin, mais plutôt d'une certaine croissance du marché du livre en sciences sociales au Québec. Cela n'a, au fond, rien d'étonnant. En France, la tendance n'est-elle pas similaire ? Dans ce pays, les tirages totaux d'ouvrages consacrés aux sciences sociales ont suivi avec un strict parallèle les effectifs étudiants universitaires et ont même, comme dans la belle province, dépassé la croissance des étudiants inscrits en sciences sociales. La consommation de livres dans ce domaine, loin de baisser, a donc progressé depuis les

---

<sup>4</sup> Voir les chiffres publiés dans *Statistiques de l'édition au Québec* (1998-2002).

<sup>5</sup> Il ne peut cependant, selon toutes probabilités, être une conséquence de l'inflation du nombre de livres pilonnés. Nous sommes prêts à croire exactement le contraire et à supposer que, en sciences sociales, l'écart entre les livres imprimés et les livres vendus aujourd'hui est moindre que ce qu'il était dans les années 1970. Les éditeurs ont dû s'ajuster à la nouvelle réalité du marché du livre. Ceci confirmerait la lente mais irréversible diminution des tirages. À vue de nez, il semble y avoir davantage de réimpressions de livres (parfois trois ou quatre en dix ans) aujourd'hui qu'il y a trente ans.

années 1970. Néanmoins, là comme ici, on retrouve le même phénomène d'une croissance plus forte des titres que des tirages. Davantage de titres, mais des tirages plus faibles, voilà ce qui est nouveau, voilà qui est intrigant et voilà, en définitive, qui fait enrager les éditeurs !

Ce qu'il importe donc de comprendre, c'est la baisse des tirages et, en parallèle, la tendance à la croissance du nombre de titres. Comment se fait-il que les livres en sciences sociales continuent à jouir collectivement d'une belle popularité, alors que chacun d'eux est, pris individuellement, toujours plus insignifiant ? Nous pourrions premièrement invoquer deux raisons valables : d'abord, la diversification tous azimuts des goûts de lecture, qui a connu son pendant télévisuel avec la prolifération des canaux et des chaînes de télévision. Puis, les stratégies de marketing des éditeurs québécois, lesquels ont intérêt, devant la chute des ventes, à multiplier les titres pour maximiser leurs chances de sortir un best-seller. Il y a donc une logique sociale (la multiplication des sensibilités littéraires) et une logique économique (la conquête du marché du livre) qui, dans un premier temps, peuvent expliquer cet étonnant foisonnement des titres.

Il existe cependant une troisième raison que nous devons évoquer en parlant ici du champ des sciences sociales. Toute science prend, à ses débuts, un caractère totalisant. Pauvrement développée, encore largement modelée sur l'air du temps d'où elle sort à peine, sans autre public auquel s'adresser que le grand public, la science débutante obtient, par la position qu'elle occupe, une audience proportionnelle à sa faible institutionnalisation et à sa maigre spécialisation. Et tel fut bien le cas durant la Révolution tranquille, quand un milieu universitaire encore peu tourné vers la professionnalisation de ses étudiants (faute d'une masse étudiante importante et d'une normalisation des sciences) pouvait encore prétendre offrir, comme on le disait alors, une formation générale. Si, par exemple, le sociologue Guy Rocher a pu être un auteur populaire,

c'est, entre autres, pour cette double raison : ses classes, obligatoires pour tous les étudiants de la Faculté des sciences sociales, étaient suivies, d'une part, par un grand nombre de personnes et, d'autre part, la langue que Guy Rocher utilisait pour transmettre ses connaissances était celle d'une science accessible au large public cultivé. Aujourd'hui, le même Rocher, devenu professeur de sociologie du droit, n'a guère changé. Il est toujours ce professeur attachant et rigoureux dont les étudiants appréciaient tant les cours il y a trente-cinq ans. Cependant, l'évolution des institutions d'enseignement supérieur a voulu que, de deux années obligatoires communes pour les étudiants en sciences sociales (dans les années 1950), on passe rapidement à une seule, avant que cette volonté d'assurer une bonne formation générale ne devienne le rêve d'un autre âge. Pendant ce temps, Rocher se mettait à écrire des travaux pointus et fouillés sur l'éthique juridique qui n'intéressent que le petit nombre des membres de sa corporation.

Les seuls ouvrages de sciences sociales qui ne suivent pas la tendance générale décrite plus haut confirment notre interprétation. Les manuels scolaires et les ouvrages de vulgarisation ont fait florès en parallèle avec la spécialisation de la science. Pour assurer les développements plus ésotériques de la recherche, encore faut-il assurer une solide base aux étudiants qui s'initient à la discipline. Les manuels permettent de normaliser les concepts, les théories, les démarches et les méthodes afin de permettre, à partir de cette entente (exactement comme en sciences naturelles), une plus grande spécialisation des travaux en différents domaines. D'une certaine manière, les manuels et les ouvrages de vulgarisation représentent une des conditions de la prolifération des titres en sciences sociales. Ils assurent, selon une logique presque pyramidale, mais cette fois pour chaque discipline, la formation générale sur la base de laquelle peut s'édifier une connaissance plus raffinée et érudite.

En bref, on assisterait aujourd'hui, dans le monde de l'édition en sciences sociales, à un phénomène dont les sciences dites exactes ont été témoins il y a près de deux siècles. Ces sciences ont été *normalisées*, c'est-à-dire qu'elles ont adopté un jargon savant (comme dans la classification botanique de Linné), des concepts précis (gravitation, etc.), des mesures spécifiques (voltage, ampérage, etc.) et des méthodes rigoureuses. Déjà, au XVIII<sup>e</sup> siècle, on pouvait entendre la plainte émanant du cercle de lettrés désormais exclus de la communauté des scientifiques. Entre l'amateur et l'expert, s'élevait une barrière de plus en plus haute, qui allait en se multipliant selon les disciplines. On assistait à la fin de l'opinion cultivée en sciences : pour parler de physique, il fallait être physicien ; pour parler de chimie, il fallait être chimiste. Il en va de même aujourd'hui avec les sciences sociales. Non seulement, pour parler de psychologie, il faut être psychologue, mais pour parler de la psychologie de l'enfance en contexte d'immigration urbaine, il faut être psychologue de l'enfance en contexte d'immigration urbaine.

Cette tendance n'est pas neuve. En 1959, avant même le début officiel de la Révolution tranquille, Jean-Charles Falardeau, qui a pourtant fait beaucoup pour le développement des institutions d'enseignement supérieur au Québec, n'hésitait pas à déplorer : « L'université est devenue une constellation de facultés, d'écoles, d'instituts et de départements dont chacun a tendance à se penser comme un tout suffisant par soi et sans rapport avec l'objectif des unités voisines<sup>6</sup> ». Ce que nous devons souligner, c'est que le discours de l'interdisciplinarité et d'une nécessaire formation générale prend forme en même temps que le progressif cloisonnement disciplinaire. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on se plaignait que les universitaires québécois s'ignoraient beaucoup trop ; au milieu du siècle, que les praticiens des sciences sociales ne se lisaient pas entre eux ; et aujourd'hui, que les praticiens de chacune des

---

<sup>6</sup> Jean-Charles Falardeau, « Les chaînes de Prométhée », *Liberté*, vol. 1, n<sup>o</sup> 2, mars-avril 1959, p. 74.

disciplines ne connaissent pas les travaux de leurs collègues. S'élèvent alors des discours en faveur du décloisonnement des savoirs et d'un nécessaire métissage disciplinaire, sans que personne songe vraiment à comprendre la dynamique globale à laquelle ces vertueux discours cherchent à s'opposer.

Pierre Nora affirmait que nous assistions, impuissants, sinon passifs, à la fin de la civilisation de la lecture. Rien n'est moins sûr. Mais assistons-nous, pourrions-nous demander, à la fin de la civilisation du livre en sciences sociales ? De plus en plus, nous constatons une double tendance : d'une part, on publie des manuels et des ouvrages de vulgarisation qui, dès le cégep, mais aussi dans les premières années du premier cycle universitaire (tout dépendant des disciplines, les extrêmes étant sans doute l'économie et l'anthropologie), fondent la science normale de chaque domaine du savoir ; d'autre part, on publie des articles de plus en plus savants dans des revues de plus en plus érudites — et, entre ces deux courbes, on note la diminution notable, mais point encore définitive, de la publication d'ouvrages érudits. Ce déclin avéré et quantifié des publications de livres savants en proportion des publications d'articles finira par aboutir, prophétisent certains intellectuels, à la situation qui prévaut dans les sciences les plus normalisées : très peu de chercheurs se donnent la peine de publier des ouvrages et le gros de la production disciplinaire passe désormais par une compétition féroce pour la parution d'articles dans des revues avec comité d'arbitrage. Bientôt, s'effraie-t-on, il en sera peut-être ainsi en science politique, en sociologie ou en anthropologie, aucun éditeur ne voulant se lancer dans la publication d'un volumineux ouvrage, aussi important soit-il du point de vue de l'avancement des connaissances, dont le potentiel d'acheteurs serait de moins de dix — et ce d'autant plus que le budget des bibliothèques ayant été radicalement réduit ces dernières années, les éditeurs ne peuvent même plus compter sur ce marché « captif » !

Si les revues avec comité d'arbitrage semblent remplacer progressivement les gros ouvrages savants comme mode privilégié de diffusion du savoir, il faut ajouter à cette première tendance une seconde, à savoir la proportion de plus en plus grande de revues conservées par les bibliothèques qui ne paraissent plus en format papier, mais seulement en format électronique, tendance qui accentue davantage l'idée d'une fin de la civilisation du livre en sciences sociales<sup>7</sup>. Alors que le budget consacré par les universités à l'acquisition de livres demeure stable, le budget consacré aux revues augmente sans cesse, de même que celui consacré aux ressources électroniques. Le monde des idées ressemble de plus en plus à une noosphère, espace sans lieu ni consistance, univers impalpable et désincarné jusque dans son expression. Ceci accentue l'impression qu'on peut avoir des sciences sociales comme pur jeu de langage (comme dans les *cultural studies* où tout finit par se résorber en discours), c'est-à-dire comme entreprises qui ne réfèrent plus au monde, à notre monde charnel et matériel, mais seulement à elles-mêmes. Mais comment le pourraient-elles, dès lors qu'elles habitent désormais virtuellement les bibliothèques? S'il n'y a plus de livres dans les bibliothèques, il existe aussi de moins en moins de *revues imprimées* de sciences sociales dans la mesure où elles sont remplacées par des sites Web et des lieux de consultation ou de téléchargement électronique. La *e-académie* ou les *e-social sciences* sont déjà une réalité statistique!

Francis Ponge disait que toute langue aspire à se sédimenter en proverbes; on pourrait affirmer réciproquement que toute science cherche à se résorber en manuels, le dynamisme de la recherche étant concentré dans ces langages non encore conventionnés, ces sortes de patois et de jocal que sont les hypothèses formulées dans les pages des revues spécialisées. La fin de la civilisation du

---

<sup>7</sup> Robert Darnton, « The New Age of Books », *The New York Review of Books*, 1999. Consulter à ce sujet le site québécois [www.erudit.org](http://www.erudit.org).

livre en sciences sociales n'est pas une possibilité mais seulement une tendance. Toutefois, les éditeurs, dont le profit est proportionnel au volume des ventes, peuvent bien le déplorer, les chercheurs, eux, peuvent cependant s'en réjouir. Car telle n'est pas l'évolution obligée de toute science normale? La distillation de toutes les nostalgies latentes dans nos institutions de haut savoir ne changera pas cette évolution.

Pour ma part, toutefois, je ne crois pas que le livre en sciences sociales disparaîtra du monde de l'édition, pas plus que ne disparaîtront, du moins complètement, les *revues imprimées* des rayons de nos bibliothèques. Il est à croire, d'ailleurs, que nous ayons atteint une sorte de seuil. Les progrès des publications électroniques, après le boom compréhensible provoqué, après 1995, par Internet et le marché des CD-ROM, ne sont plus aussi considérables, une stagnation qui s'explique simplement par le fait que l'ensemble des publications trimestrielles ou biannuelles qui devaient être numérisées l'ont été. Le livre lui-même, ayant d'abord souffert de la concurrence avec les articles, concurrence créée par le nouveau mode de la recherche, tire une force accrue d'une volonté de synthèse qui cherche à faire sens de la diversité et de la quantité des recherches en sciences sociales. Non seulement, donc, la « crise » de l'édition en sciences sociales n'en est pas une, mais tout semble indiquer que l'évolution récente en ce domaine ne pourra jamais être radicalisée autant qu'on le craint.

C'est en ce sens que l'on peut affirmer, en conclusion, qu'il est parfois des crises « naturelles », sinon salutaires. L'édition des sciences sociales québécoises est en « crise »? Je serais tenté de m'exclamer: Eh! bien! tant mieux!